



# Liminaire CGT au CSE Siège du 17 juin 2025



## Suppression de « VU » et fin de l'autonomie du service Culture : La formation de l'esprit critique frontalement attaquée par la direction

« **Informer, éduquer, divertir** » : voilà le triptyque fondateur, issu directement du programme que le Conseil national de la résistance a élaboré au cœur de la Seconde Guerre Mondiale. Depuis la Libération, il constitue en France le cœur des missions de la presse libre. Pensé, au cœur de la tragédie, comme un rempart contre le retour de tous les fascismes, il infuse aujourd'hui encore dans l'ensemble du cahier des charges de France Télévisions : il a fait de la participation active à la formation de l'esprit critique du public, sa raison d'être la plus fondamentale.

### La suppression coupable de « VU »

Il y a dix ans maintenant, France Télévisions s'honorait en accueillant *Le Zapping*, alors condamné à mort par Bolloré, 10 mois déjà avant une élection présidentielle (coïncidence ?). C'est donc sur nos antennes que ce programme non partisan, désormais intitulé « *VU* », s'acquitte avec intégrité d'une tâche essentielle. À l'heure de l'explosion de la post-vérité, il donne en effet à voir, par les techniques de l'audiovisuel, les tentatives de manipulation communicationnelle de tous les pouvoirs, qu'ils soient politiques, économiques ou médiatiques. Pourtant, c'est bien cette émission que la direction de France Télévisions annonce vouloir supprimer en fin de saison.

Sur le fond comme sur la forme, l'annonce est brutale.

Si on se demande comment le service public peut se séparer d'un programme aussi proche du cœur de sa mission la plus essentielle, cette décision menace de laisser sur le carreau la plupart de l'équipe dédiée à sa fabrication. En effet, la majorité est constituée d'intermittents sous contrat FTV Studio à qui les compensations proposées ressemblent fortement, pour le moment, à des clopinettes. Par ailleurs, ces salariés sont profondément attachés au sens de leur travail, parfois de longue date (certains concouraient déjà à la fabrication du *Zapping* période Canal+).

**En ces temps périlleux**, dont les ressemblances avec un passé sombre ne sont malheureusement pas anecdotiques, **l'argument économique ne peut tout justifier !** Encore moins quand une proposition de transformation de « *VU* » en édition hebdomadaire, issue des équipes, aurait permis de diviser le coût à la minute par deux...

## La fin très inquiétante de l'autonomie du service Culture

Autre point d'inquiétude majeure : ce CSE est « invité » à se prononcer sur la fusion des services Culture et Société/Sports de la rédaction nationale. Au pays de l'exception culturelle, la direction considère donc que la principale société de l'Audiovisuel public n'a plus besoin d'un service dédié. Impensable...

Évidemment, les salarié·es concerné·es sont inquiets pour leur avenir. La culture, c'est indéniablement une spécialité, au même titre que la politique ou l'économie. La disparition d'un service *ad-hoc* composé de professionnels compétents est donc profondément préoccupante. Que va devenir le traitement d'une matière aussi essentielle ? Que vont devenir les journalistes spécialisés qui ont, eux-aussi, un attachement chevillé au corps à l'égard de leur objet professionnel ?

La culture, c'est la boussole que nous avons tous au creux de nous-mêmes, façonnée par notre expérience et notre sensibilité, qui nous permet de nous repérer et de naviguer en eaux troubles quand tous les référentiels habituels se brouillent. Et c'est au traitement spécifique, par des journalistes chevronnés, d'une discipline aussi délicate que la direction, dans un mouvement de matador, souhaiterait mettre un terme ?

Or, là encore, **l'argument invoqué semble plus que léger : à l'heure du projet structurant *streaming first*, et de l'intérêt du public pour les programmes culturels sur les plateformes (dont celles d'Arte ou de France.tv), comment la direction ose-t-elle avancer que c'est faute d'intérêt des éditions linéaires (13H et 20H) qu'elle entend réduire la voilure ?**

## Mme La Présidente, il n'est pas trop tard !

Dans la période à la fois cruciale et périlleuse que nous traversons, la CGT alerte sur ces deux décisions terriblement inquiétantes.

Mme la Présidente, il ne suffit pas de proclamer que « France Télévisions est le média de la démocratie », encore faut-il joindre à la parole les actes. Il est en effet incompréhensible que vous preniez deux décisions aussi contraires au sens le plus profond de votre mission-

**Mme la Présidente, il n'est pas trop tard et vous pouvez encore revenir sur ces deux décisions démocratiquement indéfendables.**

Paris, le 17 juin 2026